



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

agriculture biologique

Question au Gouvernement n° 2044

Texte de la question

AGRICULTURE BIOLOGIQUE

M. le président. La parole est à Mme Marine Brenier.

Mme Marine Brenier. Monsieur le ministre de l'agriculture et de l'alimentation, c'est en saluant l'éco-aventurier Julien Moreau et les élèves de l'école d'Isola 2000, qui assistent à notre séance, que je souhaite paraphraser Gandhi : « Soyons le changement que nous voulons voir dans le monde. »

Un député du groupe LR . Ils ne savent pas qui c'est !

Mme Marine Brenier. Ce mantra, les enfants l'appliquent déjà au sein de leur école en assurant la protection de l'environnement, et je tiens à les en féliciter.

Les consciences s'éveillent : selon un sondage d'Opinion Way, pour 41 % des votants, l'enjeu de l'environnement a été décisif dans leur choix lors des élections européennes.

Pourtant votre Gouvernement s'apprête à diminuer significativement les aides à la conversion et au maintien des agriculteurs biologiques.

Mme Émilie Bonnavard. Eh oui ! Vous supprimez les aides au maintien !

Mme Marine Brenier. En nous alignant sur le label européen, nous avons abandonné des normes qui protégeaient bien mieux les consommateurs et l'environnement.

Notre modèle favorise désormais les grandes enseignes au détriment des petits agriculteurs. Il est aussi moins exigeant au niveau environnemental.

L'association 60 Millions de consommateurs a d'ailleurs révélé les dérives d'un tel modèle : par exemple, le lait et les œufs bio contiennent un grand nombre de produits polluants cancérigènes, et certaines pâtes à tartiner bio contiennent encore de l'huile de palme.

M. Thibault Bazin. C'est scandaleux !

Mme Marine Brenier. Trop d'incohérences nous empêchent à l'heure actuelle de rendre l'agriculture réellement saine et positive pour notre planète.

On vous entend souvent dire que l'écologie n'est ni de droite, ni de gauche ; elle ne semble pas en marche pour

autant.

M. Maxime Minot. Très bien !

Mme Marine Brenier. Comme nous ne sommes pas dans une opposition bête et méchante, voici quelques propositions : aider au développement des circuits courts, comme c'est le cas dans les 163 écoles de Nice ; interdire en agriculture biologique les serres chauffées utilisées pour produire des tomates en hiver ; retravailler les normes européennes de labellisation du bio.

Face à l'urgence, monsieur le ministre, mes questions sont les suivantes : que comptez-vous faire pour rendre l'agriculture biologique réellement saine pour notre santé et notre planète ? Allez-vous enfin tenir vos promesses envers les agriculteurs et les consommateurs et mieux accompagner la transition nécessaire à la survie de notre écosystème ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe LR.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

M. Didier Guillaume, ministre de l'agriculture et de l'alimentation. Madame la députée, je me réjouis à l'idée que votre groupe se joigne à la majorité pour voter en faveur du budget de l'agriculture que le Gouvernement proposera dans quelques mois, et qui répond pleinement à vos attentes. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.)*

M. Maxime Minot. Nous n'avons pas dit ça !

M. Didier Guillaume, ministre. Devant des élèves, on évite en principe de raconter des craques, comme on dit à l'école, et on s'efforce de dire plutôt la vérité.

Je suis donc désolé de vous dire que ce vous venez de dire n'est pas vrai. *(Exclamations sur les bancs du groupe LR.)*

M. Thibault Bazin. Elle a dit la vérité : c'est vous qui mentez !

M. Didier Guillaume, ministre. Le Gouvernement continue à soutenir la conversion à l'agriculture biologique et l'aide au maintien.

Mme Émilie Bonnivard. En supprimant cette aide ?

M. Didier Guillaume, ministre. Je l'ai réaffirmé la semaine dernière : il n'y a aucun problème. *(Mêmes mouvements.)*

Mme Émilie Bonnivard. Ah bon ?

Plusieurs députés du groupe LR. C'est faux !

M. Didier Guillaume, ministre. Non, ce n'est pas faux. Vérifiez-le : avec 1,1 milliard d'euros, le plan « Ambition bio 2022 », mis en place par ce Gouvernement, est le plus ambitieux de ces vingt dernières années.

M. Fabien Di Filippo. Mythomane !

M. Didier Guillaume, ministre. Le travail que nous faisons en faveur de la recherche afin de mettre fin à la dépendance aux produits phytosanitaires et aux pesticides va également dans le sens de la transition agro-écologique. Cela représente plus de 70 millions d'euros ! De même, quand nous décidons que 50 % des produits distribués dans les cantines devront être sous signe de qualité, dont 20 % de produits bio, cela va dans le sens que vous souhaitez.

M. Pierre Cordier. Les collectivités ne vous ont pas attendu ! Cela existe depuis des années

M. Didier Guillaume, ministre . Je vous remercie donc, madame la députée, de soutenir l'action que mène ce gouvernement au profit de la transition agro-écologique et du bio.

Faites attention, car certaines publicités sont mensongères. On ne peut pas dire tout et son contraire.

M. Thibault Bazin. Nous avons pourtant l'habitude, avec vous !

M. Didier Guillaume, ministre . Le dénigrement n'est jamais bon conseiller. Nous avons en France l'alimentation la plus saine, la plus sûre et la plus durable : tout le monde nous l'envie. (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.*)

Données clés

Auteur : [Mme Marine Brenier](#)

Circonscription : Alpes-Maritimes (5^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2044

Rubrique : Agriculture

Ministère interrogé : Agriculture et alimentation

Ministère attributaire : Agriculture et alimentation

Date(s) clé(e)s

Question publiée au JO le : [12 juin 2019](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [12 juin 2019](#)